Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

33 | 2021

Concepts historiques fondamentaux - Démocratie

IV. L'époque de la Révolution française

Hans Maier et Reinhart Koselleck

Traducteur : Anthony Andurand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/trivium/7649>

DOI : 10.4000/trivium.7649

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Hans Maier et Reinhart Koselleck, « IV. L'époque de la Révolution française », *Trivium* [En ligne], 33 | 2021, mis en ligne le 07 juin 2021, consulté le 10 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.7649>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juin 2021.

Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

IV. L'époque de la Révolution française

Hans Maier et Reinhart Koselleck

Traduction : Anthony Andurand

NOTE DE L'ÉDITEUR

p. 847-861 de l'article original

- 1 [847] Les années 1780-1800 revêtent une importance décisive dans la compréhension moderne de la démocratie. C'est durant cette période que les acceptions actuelles du terme, pour l'essentiel, furent développées et se répandirent.
- 2 L'usage linguistique évolua surtout selon deux directions. 1) Le terme de « démocratie » cessa définitivement d'appartenir à la langue savante pour devenir un terme politique dont l'emploi se généralisa, [848] tout en continuant à faire l'objet de vives discussions : certaines tendances partisans l'utilisaient pour se désigner elles-mêmes, tandis qu'on l'employait pour caractériser des organes institutionnels et qu'il apparaît dès cette époque, de manière plus isolée, dans des documents officiels de l'administration étatique. 2) Cette généralisation dans l'usage linguistique alla de pair avec un élargissement du contenu, de sorte que le terme de « démocratie » ne cessa de revêtir une signification plus large que son sens originel, centré sur les aspects politiques et constitutionnels et les caractéristiques propres au régime politique, pour intégrer une portée sociale plus générale et une dimension de philosophie de l'histoire – un processus qui se manifeste aussi dans le développement de nouvelles associations de termes (« démocratie chrétienne », « social-démocratie »).
- 3 (Hans Maier)

1. Élargissement de l'horizon de la philosophie de l'histoire : Wieland, Kant

- 4 La Révolution française généra au fil de son déroulement une nouvelle compréhension de la démocratie dans le domaine germanophone, et ce à tous niveaux : la théorie savante qui s'ouvrit de plus en plus à l'actualité politique, la littérature pamphlétaire et enfin dans le champ des dictionnaires destinés aux lecteurs bourgeois.
- 5 Les commentaires continuels de Wieland dans le *Mercure allemand* [*Teutscher Merkur*] témoignent en premier lieu des présupposés, hérités d'Aristote, à travers lesquels on abordait alors les problèmes de la démocratie naissante. C'est de ces présupposés que Wieland déduit les critères de sa critique, qui s'appuie, en plus des exemples passés, sur l'histoire des révolutions en Angleterre, en Allemagne et en Amérique. En l'espace d'une décennie, Wieland parvint cependant à des formulations qui, au plan linguistique, devaient rendre plus justement compte du phénomène moderne.
- 6 Wieland précisa sa critique selon quatre points de vue, que nous pouvons distinguer.
 - a) Conformément à la tradition, il conteste tout d'abord absolument la possibilité d'une démocratie pure si elle doit s'étendre au-delà d'une population de trois à quatre millions de personnes. Elle n'est selon lui concevable qu'à l'échelle d'une ville indépendante. Ce serait « une chose frivole et légère [...] d'envisager [...] une démocratie de 25 millions d'hommes ». Étant donné que la France est trop vaste pour une « république démocratique », elle doit à ses yeux réduire son territoire, à travers la restitution de l'Alsace, de la Lorraine et des Trois-Évêchés, pour se rapprocher de son idéal constitutionnel¹⁷⁸.
 - 7 b) Selon lui, la démocratie – au sens que donnent à ce terme Platon, Rousseau et de Jaucourt dans l'*Encyclopédie* – présuppose des hommes vertueux, qu'elle ne peut cependant éduquer comme tels. Par contraste avec les États-Unis d'Amérique, il serait « contre nature » d'introduire la démocratie en France, où « la simplicité et la pureté des mœurs » font défaut¹⁷⁹.
 - 8 c) Si Wieland est enclin à concevoir la possibilité d'une « démocratie pure », pour autant que l'on s'en tienne « au niveau de la théorie¹⁸⁰ », il nourrit cependant des réserves théoriques vis-à-vis de cette forme de constitution en général. Comme Rousseau, il la tient pour irréalisable, il la considère comme une « chimère politique¹⁸¹ », parce qu'elle tend, au plan institutionnel, à sa propre abolition. [849] Wieland prouvait le bien-fondé de cette idée en s'appuyant sur ses études concernant la Grèce ancienne¹⁸², qui avaient fourni la matière d'*Agathon*, en se servant de parallèles avec les millénaristes et les *levellers* de la première révolution anglaise, et à la lumière du spectacle de la Révolution française elle-même. Selon lui, celle-ci avait entraîné avec elle une « frénésie démocratique », elle avait promu « l'évangile politique de la démocratie », mais conduit *de facto* à une « kakistocratie » de la « noblesse plébéienne¹⁸³ ».
- 9 Wieland a détaillé les défauts institutionnels de la démocratie à plusieurs reprises, en soulignant toujours les données empiriques liées aux personnes : « La démocratie, comme tout autre État, repose sur des hommes, ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Mais ce qui lui est propre, c'est que les gouvernants sont aussi les gouvernés, cependant que les gouvernés sont eux-mêmes souverains. » Cette situation consiste et résulte en une tromperie réciproque, de sorte que, « pour cette raison

précise, [la démocratie] constitue le pire de tous les modes de gouvernement¹⁸⁴ ». Cette critique elle-même tire sa force de l'inclusion préalable de la démocratie parmi les formes de domination possibles.

- 10 d) Pour cette raison, Wieland récusait également la possibilité d'une « démocratie monarchique » ou d'une « monarchie démocratique », au sein de laquelle le monarque « n'est que le premier magistrat », un « maire de France » : une démocratie « organisée de façon aussi mauvaise » ne pouvait selon lui subsister telle qu'elle est ; elle menait au-delà de sa situation provisoire¹⁸⁵.
- 11 Malgré l'abondance des éléments empiriques sur laquelle elle s'appuie, la critique de Wieland, lorsqu'il rédigea ses lettres sur la Révolution jusqu'à la domination jacobine, continua d'évoluer dans le champ de la classification aristotélicienne des formes de domination. Dans ses *Conversations entre quatre yeux* [*Gespräche unter vier Augen*] (1798), il maintenait de même ses vues politiques hostiles à la démocratie, elles aussi illustrées empiriquement, mais il indiquait déjà une série de phénomènes, qu'il décrivait en s'appuyant sur le langage révolutionnaire français, tout en le soumettant à des critiques d'ordre sémantique. Même s'il estimait que les républicains – comme représentants du « parti démocratique » – constituaient une minorité, Wieland acceptait la possibilité d'une « démocratie représentative », qui ne tiendrait pas compte des limites spatiales traditionnelles. Lors même qu'il voulait chercher la démocratie « dans les seules utopies », il ne contestait pas à celle-ci une légitimité de principe. Si favorable qu'il ait été à l'« ordre » et à la « sécurité » dans les limites des monarchies traditionnelles, il a pris acte du programme de la « démocratie universelle », qui représentait certes à ses yeux « le dernier pas vers la barbarie et la sauvagerie générales », mais qui était néanmoins promue par les Français¹⁸⁶ : ces derniers cherchaient à « démocratiser le monde entier, dans un intervalle de temps aussi réduit que possible¹⁸⁷ ». À la « démocratisation », Wieland opposa certes l'idéal d'une constitution mixte¹⁸⁸, mais il n'en fut pas moins contraint d'accepter le développement du concept de démocratie au rang d'étendard idéologique. Ses critiques acerbes n'épargnaient pas la « sacro-sainte Église démocratique¹⁸⁹ », [850] mais il restait pour cette raison précisément suffisamment réaliste pour analyser le concept de démocratie comme un concept exprimant une attente universelle : la constitution républicaine « est conçue dans une sorte d'esprit prophétique, pour un autre siècle, pour un peuple qu'il reste encore à former à cette fin¹⁹⁰ ».
- 12 Cette inflexion du concept de démocratie a trouvé ensuite une formulation théorique chez Kant, fût-ce sous le terme de « républicanisme ». Görres, Schlegel et Arndt doivent également être cités, pour éclairer la manière dont le concept moderne de démocratie a été introduit dans l'espace germanophone comme un concept exprimant une attente de l'ordre de la philosophie de l'histoire.
- 13 En 1795, Kant a remis en question les trois formes traditionnelles, statiques, de la domination [*Herrschaft*], l'« autocratie », l'« aristocratie » et la « démocratie » (en tant que *formae imperii*), en les subordonnant à la question de la forme du gouvernement. « La forme du gouvernement (*forma regiminis*) [...] concerne le mode, fondé sur la constitution (sur l'acte de la volonté générale, qui fait d'une multitude un peuple), suivant lequel l'État fait usage de sa souveraine puissance, et elle est sous ce rapport ou républicaine ou despotique. » À la triade conventionnelle des formes de domination, Kant a opposé une alternative contraignante qui devait produire un tournant vers un futur meilleur. Le passage jusqu'alors usuel d'une forme de domination à une autre

relève selon lui du « mécanisme de la constitution civile » et ne mène pas plus loin. En réalité, tout dépend de l'esprit et de la manière selon lesquels on gouvernera ensuite : seul cet élément conduit à « la seule constitution juste ». Là où la séparation des pouvoirs est établie, là où le pouvoir législatif est garanti par un système représentatif, là où « la loi est souveraine » règne selon lui « la pure république », « la seule constitution permanente¹⁹¹ ». Une forme de domination qui n'admet ni la séparation des pouvoirs ni le principe de représentation est par définition un despotisme : la démocratie est concernée au premier chef. Kant accentue ainsi le vieil adage selon lequel la démocratie court toujours le risque de se muer en tyrannie : elle est en elle-même despotique. Il en va autrement des autres formes de domination que sont la monarchie et l'aristocratie. Ces dernières peuvent en effet se comporter tout aussi bien de manière républicaine, en s'orientant vers une république représentative comme sous Frédéric II de Prusse, que de manière despotique. Les principes de l'évolution anticipée dans cette philosophie de l'histoire s'appellent chez Kant « despotisme » – lequel est condamné selon lui à s'éteindre – et « républicanisme ». À celui qui suit ce dernier principe incombe la tâche d'utiliser les formes de domination conventionnelles jusqu'à ce que, « par des réformes successives^{191a} », les principes d'une pure république soient en vigueur. La république était le *τέλος* et le républicanisme, le principe de l'évolution. Le « républicanisme » devenait l'indicateur d'un mouvement historique en même temps qu'un concept d'action. Il comprenait une invitation morale à œuvrer au but, déduit de manière contraignante sur le plan théorique, de la république comme seule constitution véritable.

- 14 Au travers de cette transposition de la conception aristotélicienne de la *politeia* au plan d'une philosophie de l'histoire, [851] qui se traduit par l'adjonction du suffixe « isme » à la notion de « république », Kant a exercé une influence qui ne saurait être sous-estimée, dans la mesure où son écrit sur la *Paix perpétuelle*, amplement discuté, a servi de point de départ à des développements ultérieurs du concept.
- 15 a) Kant a permis de ne plus envisager la paix de Bâle conclue entre la monarchie prussienne et la République française comme éphémère et de l'interpréter comme un programme commun, capable de rallier les forces progressistes, indépendamment des formes de domination en place dans les différents pays (voir « Bund* »).
- 16 b) Kant a élaboré une théorie pour rendre cette pratique possible : il a contourné non seulement la triade aristotélicienne, mais aussi la typologie descriptive des constitutions, inspirée de Montesquieu, combinant la monarchie, la république et le despotisme. L'approche polémique de Montesquieu, dirigée contre les despotismes existants, fut accentuée dans une perspective dualiste, sans que Kant eût abandonné les données politiques associées à différents types de constitutions. Même une monarchie pouvait atteindre – par la voie réformatrice – le but révolutionnaire d'une pure république.
- 17 c) Le concept général traditionnel de *res publica latius dicta* se trouva ainsi de nouveau repris, de lui fut extrait le « concept d'une république en général¹⁹² », sorti de son opposition à la monarchie, de cette place que lui avaient assignée Machiavel et Montesquieu dans leur typologie des constitutions. La république n'en devenait pas pour autant un concept général formel englobant toutes les formes de domination, mais un concept régulateur validé par la philosophie de l'histoire, dont la réalisation constituait un devoir moral et politique. Kant s'opposa fortement à ce que sa distinction entre forme de domination et mode de gouvernement fût assimilée à

l'opposition entre constitution et mode d'administration. La distinction entre des régimes politiques selon le modèle de leur administration (*inter formam Reipublicae, ejusque modum administrandi*), introduite par Reinking et Wizendorff, approuvée par Pufendorf¹⁹³ et qui trouva un écho dans la formule de Pope – « Laissez les sots disputer sur le meilleur gouvernement ; le mieux administré est le meilleur¹⁹⁴ » – et fut sous cette forme amplement discutée, cette antithèse fut expressément rejetée par Kant, parce que le point essentiel résidait pour lui dans les garanties institutionnelles offertes par la république pure, à laquelle aucune administration performante ne pouvait se substituer.

- 18 En fin de compte, il n'y avait qu'une constitution civile possible, dût-elle ne se concrétiser que dans le futur : la république fondée sur un système représentatif. « Toute forme de gouvernement qui n'est pas représentative, n'en est pas proprement une¹⁹⁵. » Même le type de gouvernement, le mode d'administration, étaient soumis à des conditions institutionnelles à respecter sur le plan pratique pour satisfaire l'impératif transcendantal de la république.
- 19 Tandis que Wieland maintenait ainsi la triade aristotélicienne, mais analysait l'élargissement du concept de démocratie, dans sa polémique érudite, comme un concept d'espoir et d'action légitime sur le plan de la philosophie de l'histoire, [852] Kant a subverti la triade aristotélicienne elle-même. En polémiquant contre le terme « démocratie » et la domination de tous sur tous qu'elle implique, alors même que ce « tous » ne recouvre pas l'ensemble des citoyens, il justifiait sous le nom de « républicanisme » un concept de mouvement. C'est ici qu'intervint la réinterprétation proposée par la nouvelle génération. En 1796, dans sa lecture de Kant, Fichte reprend encore l'interprétation de ce dernier, selon laquelle « la démocratie, d'après le sens que nous avons donné plus haut à ce terme, n'est pas seulement une constitution non politique, mais aussi tout simplement illégale¹⁹⁶ », parce que la communauté peut y être à la fois juge et partie. Cependant, il reste possible de parler, s'agissant de « la démocratie au sens strict du terme, c'est-à-dire de celle qui repose sur le principe représentatif », d'une « constitution légale¹⁹⁷ ». Fichte dépassait ainsi la position de Köster : au regard de l'histoire des deux termes, la frontière établie entre la « démocratie » et la « république » tendait déjà à s'affaiblir, un processus à l'accélération duquel F. Schlegel et Görres ont délibérément œuvré.
- 20 En 1796, dans son *Essai sur le concept de républicanisme*, encouragé par la publication de *De la paix perpétuelle*, Friedrich Schlegel allait au-delà de Kant en franchissant le pas qui conduit à l'utopie délibérément voulue. Il définit, à partir du postulat de la liberté civile, une cible « dont la réalisation effective ne peut être approchée qu'indéfiniment » : l'horizon inaccessible d'une convergence entre la morale et la politique, « qui mettrait fin à toute domination ou dépendance¹⁹⁸ ». Par cet aveu, Schlegel intègre le changement conceptuel qui fait passer de la république à la démocratie, sans devoir pour autant renoncer au progrès historique vers une constitution idéale. Selon lui, une « dictature de transition », tout autant que des institutions républicaines sont envisageables dans le chemin qui mène à cet idéal ; mais il importe surtout que soit légalisée la « fiction » au moyen de laquelle la volonté majoritaire empirique est considérée comme un « succédané de la volonté générale conçue *a priori* comme absolue ». « Le républicanisme est ainsi nécessairement démocratique, et le paradoxe non démontré selon lequel le démocratisme serait nécessairement despotique ne saurait être correct. » Schlegel reprenait ainsi l'ancienne

thèse selon laquelle la démocratie pure serait irréalisable, mais en déduit, à la différence de Kant, qui voyait dans cette impossibilité la raison de la Terreur, que cette inaccessibilité empirique sous-tend le postulat historique invitant à conquérir la démocratie dans un processus de rapprochement infini. Avec Kant, un mouvement institué dans l'histoire apparaît pour Schlegel dans le cycle des formes de domination ; il s'orientait cependant désormais en direction de la démocratie. Alors que, « chez les Anciens, l'ochlocratie se transformait toujours en tyrannie », il est selon lui évident que, « chez les Modernes, elle doit se muer en démocratisme, qui est moins dangereux pour l'humanité que l'oligarchie ». Le démocratisme prenait ainsi la place du républicanisme.

- 21 C'est en ce sens que le jeune Görres reprit les concepts en 1798 et s'en servit comme des slogans politiques. Dans sa *Profession de foi* [*Glaubensbekenntnis*], il affirme certes que « le siècle de l'avènement de la forme démocratique n'est pas encore venu » [853] et qu'un monde dépourvu de toute domination « n'advient pas dans le temps fini¹⁹⁹ ». Il faut cependant s'engager dans la voie qui y mène. C'est dans l'écrit suivant, intitulé « La paix générale, un idéal » [« Der allgemeine Frieden, ein Ideal »] et publié à la fin de la première guerre de coalition (1798), qu'il développe un programme concret. Selon lui, la forme de gouvernement idéale est celle d'un gouvernement « holarchique et démocratique », qui connaît la séparation des pouvoirs, dans la mesure où, « dans une holarchie parfaite, tous reçoivent en même temps une part du pouvoir législatif et exécutif ». Sur un plan concret, la France constitue « la forme de l'État normal », qui est « la forme démocratique ». Par rapport à tous les « États régulateurs » (de la coalition) avec lesquels la paix doit être conclue, l'État normal repose sur une longue série de droits d'intervention et d'éducation, qui contribuent à ce que le mouvement historique ne s'inverse pas, mais conduise au contraire à l'accomplissement général du but démocratique idéal²⁰⁰.
- 22 À l'heure où Görres faisait à nouveau coïncider la forme de domination et le mode de gouvernement entre lesquels Kant avait opéré une distinction, le concept cible se transforma en un concept éducatif, que l'État normal empiriquement accessible a pour devoir légal, et non uniquement politique, d'atteindre en usant de contrainte. En ce sens, le concept de démocratie pouvait être transposé à tous les États, même là où il fut ensuite associé à une inflexion antinapoléonienne, comme chez Ernst Moritz Arndt, qui formule la règle historique suivante : « Tous les États, même ceux qui ne constituent pas encore une démocratie, deviendront au fil des siècles plus démocratiques. » Pour appliquer cette règle, le *jus revolutionis* doit prévaloir, qui porte « la marque de la troisième époque du christianisme²⁰¹ ».
- 23 En parallèle, dans cet horizon de l'attente de démocratie sur le plan de la philosophie de l'histoire, l'opposition kantienne entre forme de domination et mode de gouvernement pouvait aussi être reprise pour légitimer les réformes devant instaurer l'État de droit. Hardenberg écrivait ainsi à Riga, dans son mémoire daté du 12 septembre 1807 : « Les fondements démocratiques d'un gouvernement monarchique : cette forme me semble adaptée à l'esprit de notre temps²⁰². » Cependant, Hardenberg se faisait ainsi à nouveau l'écho de l'ancien *topos* selon lequel une démocratie pure ne saurait jamais se concrétiser : on pouvait tranquillement repousser cet espoir à l'an 2440 (l'utopie de Mercier). Le dialogue – pour reprendre les catégories aristotéliennes – entre démocratie et monarchie, préparé par d'Argenson et renforcé sur le plan théorique par Kant, pouvait dès lors agir sur le XIX^e siècle.

- 24 Le champ lexical dans son ensemble enregistra ainsi, dans le cadre d'une vaste interprétation globale de la démocratie sur le plan de la philosophie de l'histoire, une série de reconfigurations et de déplacements. La politisation, la « socialisation », la multiplication et l'expansion des partis propres à l'époque moderne doivent désormais être décrites en détail. À cet égard, le néologisme « démocrate », érigé au rang de porteur de l'action, suffit à montrer à quel point le terme de « démocratie » était devenu un concept d'action et de concrétisation.
- 25 (Reinhart Koselleck)

2. « Démocrate »

- 26 [854] L'apparition du terme de « démocrate » (« partisan de la forme de gouvernement démocratique ») et de son antonyme, « aristocrate », constitue un prélude à la politisation partisane du concept de démocratie qui s'opère avec la Révolution française. La première attestation du terme de « démocrate » se trouve chez Klopstock, alors qu'il se trouve au Danemark. En 1760, à l'occasion du centenaire de l'ordonnance de souveraineté, il affirme dans une ode que le sens du sacrifice existe « non seulement là où la loi et des centaines d'hommes règnent », mais aussi « là où la loi et un seul règne », où les chances de paix sont aussi plus importantes. « Oh liberté, liberté ! Le démocrate n'est pas le seul / à savoir qui tu es ! L'heureux fils des bons rois / aussi le sait !²⁰³ » D'autres attestations des termes « démocrate » ou « démocrates » proviennent des Pays-Bas²⁰⁴. Ainsi, le patricien rotterdamois van Hogendorp désignait les partis qui s'affrontaient lors de la révolution des Patriotes de 1784-1787 sous les noms d'« aristocrates » et de « démocrates²⁰⁵ ». Lors du soulèvement belge de 1789 les meneurs du parti révolutionnaire se faisaient connaître sous les noms de « braves démocrates » et de « bons démocrates²⁰⁶ ». En France, les groupes révolutionnaires radicaux employèrent ensuite le terme pour se désigner, même s'il fut nettement moins répandu que d'autres termes (« patriote », « jacobin », « sans-culotte »), que l'on préférait utiliser²⁰⁷. Dans un premier temps, le terme ne rayonna plus largement et ne rencontra un écho européen que comme une invective ou une insulte, utilisé par les adversaires de la Révolution – eux-mêmes stigmatisés comme « aristocrates » par les révolutionnaires – pour attaquer les forces prorévolutionnaires. C'est avant tout en Allemagne que le drame de la Révolution française fut perçu comme une lutte entre « aristocrates » et « démocrates »²⁰⁸.
- 27 D'après les témoignages dont nous disposons, il est peu probable – comme on l'a supposé parfois au XIX^e siècle²⁰⁹ – que cet usage linguistique ait été emprunté aux pays anglo-saxons. Ni le terme « aristocratie », ni le terme « démocrate » ne sont attestés dans l'espace anglophone avant 1789. « No “democrats” fought in the American Revolution ; and the Age of Aristocracy, [855] as long as it was unchallenged, heard nothing of “aristocrats”²¹⁰. » Au contraire, « démocratie » et « démocratique » conservèrent encore longtemps, dans l'espace anglophone, une connotation nettement péjorative. Ces termes ne furent importés de France qu'à contrecœur. Une observation formulée dans le *Registre annuel* [*Annual Register*] anglais de 1790 est révélatrice : « The democrates [French spelling] have already stripped the nobility of all power²¹¹. » Wordsworth remarquait dans une lettre datée de 1794 : « I am that odious class of men called democrats²¹². » Aux États-Unis, William Cobett, en 1796, comparait encore les démocrates aux jacobins dans une intention dénonciatrice et défensive²¹³. Cette

attitude hostile à l'égard de la « démocratie » et des « démocrates » perdura encore jusqu'au XIX^e siècle²¹⁴. Au-delà des propos de sympathie formulés çà et là par Jefferson²¹⁵, ce n'est qu'après 1828, au temps de la « démocratie jacksonienne » et, plus tard, de la formation du parti des « démocrates » qu'une vision partiellement positive parvint à s'imposer²¹⁶. En 1845, Friedrich von Raumer rapportait ainsi depuis l'Amérique : « Les deux partis s'appellent aujourd'hui démocrates²¹⁷. »

- 28 À l'inverse, dans les pays européens concernés par les guerres de la Révolution française, l'usage linguistique oscillait entre l'adhésion et un rejet passionnel, selon le positionnement politique de ceux qui utilisaient le terme. En Hollande, le terme véhiculait toujours des connotations positives²¹⁸, cependant qu'en Allemagne, où le vocable « démocrate » apparaît de temps en temps depuis 1750²¹⁹, il était d'abord utilisé pour blâmer les républicains : « Les démocrates, [856] qui à présent jouent aux maîtres en France²²⁰. » Mais le terme fut bientôt pris dans le tourbillon du durcissement révolutionnaire. En 1794, Gentz écrivait ainsi dans la préface de sa traduction de Mallet du Pan : « La méconnaissance du cours véritable de la Révolution et l'inconséquence dans l'appréciation de ses différentes métamorphoses, en Allemagne comme partout, a divisé chaque parti démocratique ou antidémocratique en une multitude de sous-partis, dont les différences reposent toutes sur des erreurs, mais sont en elles-mêmes totalement inexistantes. Ainsi, il y a encore aujourd'hui des démocrates qui l'ont été jusqu'au 5 octobre 1789, des démocrates qui l'ont été jusqu'à la formation de l'Assemblée législative, jusqu'au 10 août 1792, ou jusqu'à l'exécution de Louis XVI, des démocrates qui le sont restés jusqu'à l'exclusion de la faction brissotine en juin de cette même année²²¹. » (Robespierre n'avait pas encore été renversé). Tout au long de la Révolution, le « démocrate », un concept de mouvement propre à la philosophie de l'histoire, a généré des concepts de partis obéissant à différents points de vue et s'exprimant à travers une palette nuancée de « démocrates ».

- 29 Dès 1792 apparurent les premières tentatives pour germaniser le terme. Elles révèlent une attitude en apparence neutre sur le plan philologique, mais en réalité favorable à la Révolution. Campe traduit le mot « démocrate » par « favorable au peuple » ou « favorable au gouvernement du peuple », en ajoutant les précisions suivantes : « Car contrairement au démagogue, le démocrate ne veut pas gouverner [*herrschen*] directement lui-même, il souhaite seulement que le peuple gouverne par l'intermédiaire de ses représentants²²². » Pour Adelung, le « démocrate », c'est celui qui « encourage une constitution démocratique, à laquelle il se soumet²²³ ». Dans son *Manuel des équivalents allemands* [*Verdeutschungsbuch*] (1813), il exprime en détail la manière dont il entend ce concept :

« Ce mot désigne 1) le citoyen d'un État où le peuple se gouverne lui-même par l'intermédiaire de ses représentants ; on peut alors proposer en allemand *Freibürger* ["citoyen libre"], pour lequel d'autres ont proposé, sans succès, *Freiländer* (sur le modèle de *Niederländer* [Néerlandais]). 2) Une personne empreinte d'esprit libéral ; il s'agit alors d'un esprit libéral, d'un partisan du peuple, d'un esprit favorable au peuple, d'un partisan de la liberté. Ces dernières années, les partisans de l'autocratie et de la noblesse ont fait du mot "démocrate" une insulte, au moyen de laquelle, comme le dit Voß (dans l'*Almanach des Muses*, en 1794), on désignait "celui qui ne tient pas pour excellentes toutes les traditions établies". Cependant, cet usage linguistique artificiel disparaîtra avec les circonstances qui l'ont fait naître²²⁴. »

Schelling a dû accepter, en 1796, [857] que l'on le soupçonne d'être « un démocrate, un partisan des Lumières, un Illuminé²²⁵ ». En 1799, Fichte écrivait de même à Reinhold :

« Je n'ai jamais cru qu'ils persécutaient mon prétendu athéisme. Ils persécutent en moi un libre-penseur qui commence à se faire entendre (ce qui a fait le bonheur de Kant, ce fut son obscurité), un de ces démocrates si décriés ; ce qui les effraie, comme un fantôme, c'est, ils le sentent obscurément, l'esprit d'indépendance que ma philosophie éveille²²⁶. »

- 30 Von Aretin, en 1809, parlait d'« ultra-démocrates » et d'« ultra-aristocrates²²⁷ ». Tandis que l'emploi du préfixe « ultra », traduisait alors encore souvent une tentative pour sauver le sens originel du terme contre le durcissement révolutionnaire, les partisans convaincus du peuple, comme Arndt, n'ont pu que prendre acte du déclin du concept qu'ils disaient « authentique » :

« Les mots “démocrate”, “démocratique” et “démocratie”, du fait des résonnances qu'ils ont acquises ces vingt dernières années et des abus auxquelles ces résonnances ont donné lieu, sont devenus, pour le cœur et les oreilles de tout homme de bien, une sorte de mort-aux-rats. Ces mots n'ont en eux-mêmes rien de détestable, ils renvoient seulement à ce qui est grand et général, à ce que l'on appelle le peuple, et les meilleurs empereurs ou rois, tous les hommes de bien ont toujours reconnu qu'ils étaient à l'écoute du peuple et qu'ils gouvernaient pour et avec le peuple. Le peuple est tout aussi saint que la populace est impie. Quelqu'un qui souhaite que l'on gouverne pour et par le peuple est un démocrate » – celui qui est d'accord avec la populace est selon Arndt un « ochlocrate²²⁸ ».

Derrière toutes les attentes de la philosophie de l'histoire, qui s'étaient de plus en plus étiolées, le schéma aristotélicien réapparaît chez Arndt. Et dans cette optique traditionnaliste, il est significatif qu'en Allemagne, à la différence de la France, le sens objectif du terme de démocrate (« celui qui vit dans une démocratie », « le citoyen libre ») ait continué d'exister, parallèlement au sens dominant (« esprit libéral »). Dans cette perspective, Oertel propose encore, dans son *Dictionnaire des mots étrangers* (1830), la définition suivante : « 1) au sens propre du terme, celui qui domine le peuple ; 2) le citoyen libre, le citoyen d'un État dans lequel le peuple se gouverne lui-même au travers de ses représentants et exprime sa voix par l'intermédiaire de groupes entiers ; 3) un esprit libéral, un ami de la liberté, un ami du peuple²²⁹ ».

3. La « démocratie » comme terme servant à désigner un groupe social et politique

- 31 [858] Il est également nouveau que les termes « démocratie » et « démocratique » ne se réfèrent plus uniquement à une forme d'État, mais apparaissent désormais comme des expressions servant à désigner des couches sociales et des forces politiques. Cet usage linguistique avait été déjà anticipé chez d'Argenson²³⁰. Il se répandit durant la Révolution française et se généralisera au XVIII^e siècle. À l'époque de la Révolution, on parlait ainsi en Allemagne des ordres [*Stände*] « aristocratique » et « démocratique »²³¹. L'expression « parti démocratique » apparut en 1790 aux Pays-Bas²³² et fut fréquemment utilisée par Wieland. Castlereagh, secrétaire du lord lieutenant d'Irlande entre 1798 et 1800, remarquait : « The general democratic power of the State is increasing daily by the general wealth and prosperity ; [...] The Catholics form the greater part of the democracy²³³. » Le presbytérien Wolfe Tone notait une « democracy of new men²³⁴ » en Irlande. Le baron d'Eckstein, un des champions de la Restauration en France, évoque, dans son écrit sur l'état intérieur de la France sous ce régime, « une fraction démocratique au sein du peuple, qui entend abolir la monarchie²³⁵ ». Dans

l'historiographie française de la Révolution, depuis Mignet, Lamartine et Michelet, il est courant d'englober sous la désignation de « démocratie personnelle » les couches populaires les plus modestes et les partisans de la démocratie, un usage linguistique qui remonte très probablement à l'époque de la Révolution. Cette acception, dans son sens négatif, fut encouragée par Burke et son influent traducteur, Gentz. Le peuple, en tant qu'il est son propre souverain, se permet une certaine insouciance à mesure que progresse le nombre de ceux qui approuvent les abus de pouvoir : « Une démocratie parfaite est donc la chose du monde où la privation de la honte est la plus complète. Comme elle est le plus à l'abri de la honte, elle est aussi le plus à l'abri de la crainte²³⁶. » Cette inflexion, qui vise très concrètement l'adversaire dans son action et son attitude, n'a depuis lors jamais plus quitté le lexique allemand.

4. La Révolution française

- 32 Les métamorphoses du concept de démocratie, perceptibles dans les néologismes et les enrichissements de sens qu'il suscite, se manifestaient aussi, naturellement, dans les usages linguistiques de la Révolution française elle-même. À cette époque apparaît chez certains auteurs un concept de démocratie emphatique, auquel faisaient défaut des contours bien déterminés du point de vue de la politique constitutionnelle. Selon Fauchet, qui reprend la définition de la démocratie autrefois formulée par Wyclif [859] – « tout pour le peuple, tout par le peuple, tout au peuple²³⁷ » –, les lois de la démocratie avaient été données aux hommes par Dieu lui-même. Par conséquent, la démocratie constituait la forme de gouvernement consacrée par Dieu. Le Christ était mort « pour la démocratie de l'univers²³⁸ ». L'évêque constitutionnel Grégoire parlait de « l'alliance si naturelle du christianisme et de la démocratie²³⁹ ». La « démocratie fraternelle » et la « démocratie chrétienne » étaient des termes en vogue à cette époque²⁴⁰. Cette vision emphatique de la démocratie, il est vrai, n'avait pas de signification politique directe durant les premières années de la Révolution. En 1790, elle ne jouait par exemple encore aucun rôle dans les débats sur le suffrage universel²⁴¹. Ce n'est qu'avec la domination jacobine et la Convention qu'elle s'est imposée dans la vie politique publique. Hérault de Séchelles vantait ainsi le caractère « représentatif » et « démocratique²⁴² » du projet de constitution de la Convention (alors que ce projet lui-même ne contenait pas le mot « démocratie »). Dans son discours du 5 février 1794, Robespierre a développé une conception de la démocratie qui, dans les faits, était synonyme de « république ». Selon lui, la « démocratie » pouvait englober aussi bien des éléments de démocratie directe qu'une composante représentative. L'essentiel ne résidait pas dans la forme constitutionnelle, mais dans l'esprit, dans « l'âme » de la démocratie, synonyme de « vertu publique » et d'« amour d'égalité » ; Robespierre actualisait ainsi la définition issue de l'*Encyclopédie*²⁴³. Bien que le terme, même sous la Convention, ne soit pas devenu hégémonique, il a été symptomatique de l'esprit du temps. Constantin Stamati, par exemple, datait certaines des lettres qu'il écrivait en 1793 de « l'an II de la Démocratie²⁴⁴ ».
- 33 C'est dans l'Italie révolutionnaire, entre 1796 et 1800, que ce nouveau concept de la démocratie a eu le plus fort écho. On parlait de « governo democratico », d'« educazione democratica », de « Risorgimento della democrazia oppressa », de « democratizzare il Popolo » ; une pièce de théâtre proclamait même la « démocratisation du ciel²⁴⁵ ». [860] L'évêque-cardinal d'Imola – le futur pape Pie VII –,

à la Noël 1797, exhortait ses fidèles à être de bons chrétiens et à se montrer fraternels : « Vous serez aussi, dans ce cas, les meilleurs démocrates²⁴⁶. »

- 34 En dépit de tous les développements et de toutes les transformations que le concept de démocratie a connus du fait de la Révolution et de la philosophie de l'histoire, une conception traditionnelle transparaît fréquemment dans la littérature allemande, même si l'élargissement à la démocratie représentative, comme chez Köster dès 1783, et l'assimilation au concept de république sont suggérés chez certains auteurs. Dans un premier temps, les théoriciens ont souvent maintenu que la démocratie implique l'exercice de la souveraineté par le peuple dans son ensemble. Eberhard écrivait ainsi en 1793 :

« Une fois que la société civile est unifiée, celle-ci doit désormais décider si elle veut exercer elle-même le pouvoir [*Herrschaft*] suprême, ou bien si elle veut en confier l'exercice à d'autres [...]. Si elle décide que le corps politique dans son ensemble doit conserver l'exercice de la souveraineté, alors sa forme de gouvernement ou sa constitution politique est une démocratie²⁴⁷. »

De même Posse, en 1794 : « Si tous les membres d'un État ne prennent pas individuellement une part directe à l'administration de celui-ci, l'élément caractéristique de la démocratie disparaît, et il se forme une aristocratie ou une monarchie²⁴⁸. »

- 35 Au regard des événements qui s'étaient passés en France, l'*Encyclopédie [Conversations-Lexikon]* de 1796 concluait en reprenant une thèse ancienne selon laquelle

« une démocratie tout à fait pure ne peut en vérité se mettre en place, parce qu'il ne manquera jamais d'esprits rusés pour manœuvrer le peuple à leur guise et parfois même le tyranniser. La constitution de 1793, qui devait introduire en France une démocratie pure était pourtant ainsi conçue qu'elle ne pouvait se maintenir longtemps, même si elle était très éloignée des fondements d'une véritable démocratie²⁴⁹. »

De la même manière, on lit chez Wagner (1804), en écho à la pensée de Rousseau :

« [...] si l'idée de la démocratie, consistant à se gouverner directement soi-même, paraît magnifique, elle ne peut que s'effondrer chaque fois qu'elle est mise en œuvre. Car un peuple qui serait capable de se gouverner lui-même n'a pas besoin de forums et de comices. Sa vie privée deviendra une vie publique [...]. Mais la démocratie, en abandonnant d'elle-même sa nature commune à quiconque aurait un certain pouvoir pour la gouverner [...], la démocratie doit être trompée pour avoir un gouvernement, car le démagogue ne doit jamais apparaître comme un maître [*Herrscher*]; *a contrario*, cependant, la démocratie, à travers l'espoir de gouverner, aiguillonne chaque talent des individus, et accorde à chacun l'existence la plus libre²⁵⁰. »

- 36 En résumé, on peut affirmer que la Révolution n'est pas réellement parvenue à balayer les réserves traditionnelles à l'encontre de la démocratie pure ou absolue. [861] Au contraire, l'échec de ses expérimentations constitutionnelles, conçues comme étant fondées sur la démocratie radicale, a même considérablement conforté ces réserves. C'est ainsi que, après l'époque napoléonienne, le concept de démocratie resta contesté tout autant qu'avant dans le domaine central des constitutions politiques au sens strict. C'est dans l'espace anglophone, où le terme apparut tout d'abord sous un jour favorable chez Paine et chez Fox, dans une moindre mesure chez Jefferson et plus tard chez Jackson, que le rejet fut le plus marqué²⁵¹. Mais c'est aussi en Europe continentale, dans l'usage linguistique en vigueur au temps de la Restauration, que les termes de « démocratie » et de « démocratisme » continuèrent à être utilisés comme des injures et des invectives, destinées, le plus souvent, à les rejeter²⁵². Ce n'est qu'en 1848-1849

que le terme acquit un sens plus large et en partie positif²⁵³. Conséquence durable de la période inaugurée par la Révolution, le terme de démocratie cessa de relever exclusivement du domaine de la politique constitutionnelle et de ne renvoyer qu'à la forme de l'État pour connaître des inflexions historiques et idéologiques plus larges. C'est à cette extension sémantique que se rattache aussi le développement du terme « démocratiser », déjà utilisé dès 1798 par Wieland (voir *supra*) et défini ainsi dans le *Manuel des équivalents allemands [Verdeutschungsbuch]* (1813) de Campe : « 1) exprimer, manifester, faire preuve, faire montre de convictions libérales ; 2) insuffler des convictions libérales²⁵⁴. » Le concept de « démocratie » était devenu un concept exprimant une tendance et un mouvement, une transformation de sa compréhension qui vit lentement le jour, tout d'abord, durant le *Vormärz**.

BIBLIOGRAPHIE

Adelung, Johann Christoph (1793) : *Grammatisch-kritisches Wörterbuch der hochdeutschen Mundart*, 2^e éd., Leipzig.

Arndt, Ernst Moritz (1908 [1814]) : « Über künftige ständische Verfassungen in Deutschland », in : *Ausgewählte Werke*, vol. XIII, Leipzig, p. 197-250.

Arndt, Ernst Moritz (1921) : *Staat und Vaterland*, éd. Par Ernst Müsebeck, Munich.

Aretin, Johann Christoph von (1809) : *Die Pläne Napoleons und seiner Gegner*, Munich.

Blanke, Gustav H. (1956) : « Der amerikanische Demokratiebegriff in wortgeschichtlicher Beleuchtung », *Jahrbuch für Amerikastudien*, 1, p. 41-52.

Brunot, Ferdinand (1937) : *Histoire de la langue française des origines à 1900*, vol. IX/2, Paris.

Bucher, Lothar (1888) : « Über politische Kunstausrücke », *Deutsche Revue*, 12 (2).

Buchheim, Karl (1960/1961) : « Über christliche Demokratie », *Hochland*, 53.

Burke, Edmund (1823) : *Réflexions sur la Révolution de France*, nouvelle éd., Paris.

Campe, Joachim Heinrich (1792) : *Zweiter Versuch deutscher Sprachbereicherung*, Brunswick.

Campe, Joachim Heinrich (1813) : *Wörterbuch zur Erklärung und Verdeutschung der unserer Sprache aufgedrungenen fremden Ausdrücke*, nouvelle éd., Brunswick.

D'Argenson, René Louis (1764) : *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, Yverdon.

Dufourcq, Albert (1900) : *Le régime jacobin en Italie. Étude sur la république romaine, 1798-99*, Paris.

Eberhard, Johann August (1793) : *Ueber Staatsverfassungen und deren Verbesserung*, Berlin.

Eckstein, Ferdinand Baron von (1822) : « Über den inneren Zustand Frankreichs seit der Restauration », *Allgemeine Politische Annalen*, 7.

Edding, Friedrich (1936) : *Vom Ursprung des Demokratismus in Deutschland. Die Verfassungsideen der demokratischen Parteien in der Paulskirche*, Düsseldorf.

- Fauchet, Claude (1791) : *Sermon sur l'accord de la religion et de la liberté prononcé le 4 février 1791*, Paris.
- Fichte, Immanuel Hermann (éd.) (1862) : *Johann Gottlieb Fichte's Leben und literarischer Briefwechsel*, 2e éd., Leipzig.
- trad. fr. : *Fichte et son temps*, trad. X. Léon, Paris, 1922.
- Fichte, Johann Gottlieb (1966 [1796]) : « Grundlage des Naturrechts nach Prinzipien der Wissenschaft », in : *Gesamtausgabe*, vol. I.3, Stuttgart.
- Gazier, Augustin (1887) : *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, Paris.
- Görres, Joseph (1928) : « Das rothe Blatt », in : *Gesammelte Schriften*, vol. I, Cologne.
- Görres, Joseph (1928 [1798]) : « Der allgemeine Frieden, ein Ideal », in : *Gesammelte Schriften*, vol. I, Cologne.
- Gooch, George P. (1920) : *Germany and the French Revolution*, Londres.
- Hansen, Joseph (éd.) (1933) : *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der Französischen Revolution 1780-1801*, vol. II, Bonn.
- Hardenberg (1931 [1807]) : *Rigaer Denkschrift*, in : Winter, Georg (éd.) : *Die Reorganisation des Preußischen Staates unter Stein und Hardenberg*, vol. I.1, Leipzig.
- Heinsius, Theodor (1818) : *Volksthümliches Wörterbuch der deutschen Sprache mit Bezeichnung der Aussprache und Betonung für die Geschäfts- und Lesewelt*, vol. I, Hannovre.
- Hoffmeister, Johannes (éd.) (1952) : *Briefe von und an Hegel*, vol. I, Hambourg.
- Kant, Immanuel (1853) : *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. J. Berni, Paris.
- Kant, Immanuel (1853 [1795]) : « De la paix perpétuelle », in : *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. J. Berni, Paris, p 289-337.
- Klopstock, Friedrich Gottlieb (1948 [1771]) : « Auf das Jubelfest der Souveränität in Dänemark » [titre de la dernière version « Das neue Jahrhundert »], in : *Oden und Elegien*, réimp. Heidelberg.
- Kluge, Friedrich / Mitzka, Walter (1960) : *Etymologisches Wörterbuch der deutschen Sprache*, 18^e éd., Berlin.
- Knight William (éd.) (1907) : *Letters of the Wordsworth Family from 1787 to 1855*, vol. I, Londres.
- Link, Eugene P. (1942) : *Democratic-Republican Societies, 1790-1800*, New York.
- Loebel, Renatus Gotthelf (1796) : *Conversations-Lexikon mit vorzüglicher Rücksicht auf die gegenwärtigen Zeiten*, vol. I, Leipzig.
- Maier, Hans (1965) : *Revolution und Kirche. Studien zur Frühgeschichte der christlichen Demokratie 1798-1901*, 2^e éd., Fribourg.
- Mallet du Pan, Jacques (1794) : *Über die Französische Revolution und die Ursachen ihrer Dauer*, trad. F. Gentz, Berlin.
- Meidinger, Franz Sebastian (1777) : *Gedanken über die gewöhnlichsten Regierungsformen Demokratie, Aristokratie und Monarchie*, s.l.
- Oertel, Eucharius Ferdinand Christian (1830) : *Gemeinnütziges Wörterbuch zur Erklärung und Verdeutschung der im gemeinen Leben vorkommenden fremden Ausdrücke*, 4^e éd., Ansbach.
- Palmer, Robert R. (1953) : « Notes on the Use of the Word "Democracy" 1789-1799 », *Political Science Quarterly*, 68, p. 203-226.

- Posse, Adolf Felix Heinrich (1794) : *Über das Staatseigenthum an den deutschen Reichslanden und das Staatsrepräsentationsrecht der deutschen Landstände*, Rostock, Leipzig.
- Pufendorf, Samuel (1715) : *Kurzer doch Gründlicher Bericht von dem Zustande des H. R. Reichs Teutscher Nation*, Leipzig.
- Raumer, Friedrich von (1845) : *Die Vereinigten Staaten von Nordamerika*, Leipzig.
- Schlegel, Friedrich (1966 [1796]) : « Versuch über den Begriff des Republikanismus », in : *Sämmtliche Werke*, vol. VII, Munich.
- Stedman Junior, Murray S. (1951) : « “Democracy” in American Communal and Socialist Literature », *Journal of the History of Ideas*, 12.
- Stern, Alfred (1928) : *Der Einfluß der Französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben*, Stuttgart / Berlin.
- Tassier, Suzanne (1930) : *Les démocrates belges de 1789. Étude sur le Vonckisme et la révolution brabançonne*, Mémoires de l'Académie royale de Belgique, Classe des Lettres, 2^e série, XXVIII, 2, Bruxelles.
- Vane Charles (1848) : *Memoirs and Correspondence of Viscount Castlereagh, edited by his brother Charles Vane*, vol. II, Londres.
- Vellay, Charles (éd.) (1908) : *Discours et rapports de Robespierre*, Paris.
- Wagner, Johann Jakob (1804) : *Über die Trennung der legislativen und executiven Staatsgewalt*, Munich.
- Wieland, Christoph Martin (1857) : « Athen », in : *Wielands sämmtliche Werke*, vol. XXXIV, Leipzig.
- Wieland, Christoph Martin (1857 [1792]) : « Über Constitutionen », in : *Wielands sämmtliche Werke*, vol. XXXI, Leipzig.
- Wieland, Christoph Martin (1857 [1798]) : « Gespräche unter vier Augen », in : *Wielands sämmtliche Werke*, vol. XXXII, Leipzig.
- Wieland, Christoph Martin (1930 [1792]) : « Sendschreiben an Herrn Professor Ehlers in Kiel », in : *Wielands Gesammelte Schriften*, t. I/15, Berlin.
- Wieland, Christoph Martin (1930 [1794]) : « Über Krieg und Frieden », in : *Wielands Gesammelte Schriften*, t. I/15, Berlin.
- Wieland, Christoph Martin (1937 [1766-1767]) : *Geschichte des Agathon*, 8, 1-3, in : *Wielands Gesammelte Schriften*, t. I/6, Berlin.
- Zajazek, Josef (1797) : *Histoire de la révolution de Pologne en 1794 par un témoin oculaire*, Paris.

NOTES

- 178.** Wieland (1930 [1794]), p. 643 sq., en particulier, p. 648 et p. 653.
- 179.** Wieland (1930 [1792]), p. 423.
- 180.** Wieland (1930 [1794]), p. 652.
- 181.** *Ibid.*, p. 647.
- 182.** Wieland (1937 [1766-1767]), p. 202 sq.
- 183.** Wieland (1857 [1792]), p. 161, 167, 264, 269 et p. 287 sq.
- 184.** Wieland (1857), p. 377-378.
- 185.** Wieland (1930 [1792]), p. 426 et p. 429.

186. Wieland (1857 [1798]), p. 56 sq., p. 69 et p. 113.
187. *Ibid.*, p. 100.
188. *Ibid.*, p. 88.
189. *Ibid.*, p. 183.
190. *Ibid.*, p. 66.
191. Kant (1853 [1795]), p. 298-299 ; Kant (1853), p. 371 et p. 213.
- 191a. 191a Kant (1853 [1795]), p. 300.
- *. * Renvoi à l'article « Bund ».
192. Kant (1853), p. 209.
193. Cf. Pufendorf (1715), 6, 2, p. 674.
194. Cité in : Kant (1853 [1795]), p. 300.
195. *Ibid.*, p. 299.
196. Fichte (1966 [1796]), p. 440.
197. *Ibid.*, p. 441-442. Cf. la récession de Fichte de l'écrit sur la paix perpétuelle de Kant in : *ibid.*, p. 217 sq.
198. Schlegel (1966 [1796]), p. 12 sq., en particulier p. 17.
199. Görres (1928), p. 196.
200. Görres (1928 [1798]), p. 29 sq.
201. Arndt (1908 [1814]), p. 222 ; (1921), p. XI.
202. Hardenberg (1931 [1807]), p. 306.
203. Klopstock [1948 [1771]], p. 43.
204. Palmer (1953), p. 205-206.
205. *Ibid.*, p. 205.
206. Cité in : Tassier (1930), p. 424-425.
207. Brunot (1937), p. 652.
208. Voir Gooch (1920) ; Stern (1928).
209. Ainsi par exemple Bucher (1888), p. 71 : « Le président royaliste Hénault formule des remarques similaires dans son *Histoire de la France*. Il mentionne, par exemple, le fait qu'au début de l'année 1789, le "club", le mot et la chose, avait été introduit d'Angleterre, et que dans les clubs, les noms de "démocrates" et d'"aristocrates" avaient été employés pour la première fois, pour désigner respectivement le tiers état [*dritter Stand*] et les deux autres états ».
210. Palmer (1953), p. 205.
211. Cité in : Palmer (1953), p. 210.
212. William Wordsworth, in : Knight (1907), p. 66.
213. Dans un pamphlet intitulé *History of the American Jacobins Commonly Denominated Democrats*, publié à Philadelphie en 1796, sous le pseudonyme de Peter Porcupine (voir Palmer [1953], p. 208-209 et note 9).
214. Blanke (1956), p. 43 sq.
215. Voir sur ce point Link (1942), cité in : Palmer (1953), p. 224-225.
216. Palmer (1953), p. 225 : « The term went out of American popular usage after 1800 [...], not to be revived until the founding of the Democratic party a generation later. » Murray S. Stedman Junior (1951), p. 151 sq., montre que l'expression ne s'est largement diffusée que vers 1900 parmi les groupes de gauche aux États-Unis, pour différencier la démocratie sociale et la démocratie politique.
217. Raumer (1845), vol. II, p. 27.
218. Pour des détails sur ce point : Palmer (1953), p. 217. En Hollande, les termes « démocrates » et « démocratique » entrèrent très tôt dans le langage politique officiel, bien plus largement qu'en France. Ainsi, un important journal d'Amsterdam de la période révolutionnaire s'appelait *De Democraten*. En janvier 1798, une pétition en faveur d'une constitution représentative démocratique a été introduite au Parlement néerlandais ; une commission constitutionnelle

expliqua à l'émissaire français que les Néerlandais pouvaient « tolérer un degré plus élevé de démocratie que les Français ».

219. Attesté pour la première fois en 1550 chez le Genevois F. Bonivard, qui a formé le terme en français (voir Kluge / Mitzka [1960], p. 126). Cf. Meidinger (1777), p. 28 : « pas une époque qui examine les forces motrices de toutes les actions des démocrates » (cf. *supra*, note 203).

220. « Kosmopolitische Adresse an die französische Nationalversammlung », *Teutscher Merkur*, 4, 1789, p. 56.

221. Friedrich von Gentz, traduction du livre de Mallet du Pan (1794), p. XX.

222. Campe (1792), p. 56-57.

223. Adelung (1793), vol. I, p. 1444.

224. Campe (1813), p. 253. Cf. l'églogue (d'après John Gay) de Johann Heinrich Voß, « Junker Kordt », *Musen-Almanach*, 1794, p. 203 : « Le paysan et citoyen, racaille et canaille on le dit, / Bientôt quand il grandit, / À coup de trique lui est ôtée, / L'humanité : / Maîtres d'école, dit-il, faites que le gamin, / Pas trop intelligent ne soit, / Savoir lire et être chrétien, / C'est bien assez en soi ! / Tirant d'une p'tite pipe la fumée, / Lui parle son petit curé / Du trafic des chevaux et de celui du blé, / Tout en déplorant l'impiété, / Des faiseurs de livres, et de leur nouveauté. / De l'un comme de l'autre les mots / Condamnent à la roue, au gibet, / Le libre penseur et démocrate ! » Voir la note 27 : « Libre-penseur, une vieille insulte pour désigner celui qui ne soumet pas sa raison à toutes les croyances qu'on lui suggère. Démocrate, une nouvelle insulte pour désigner celui qui ne considère pas que toute tradition ne peut être améliorée ».

225. Schelling, in : Hoffmeister (1952), p. 35. Schelling évoque dans cette lettre à Hegel un poste de conseiller à la cour que l'on hésite à lui confier.

226. Fichte, lettre à Reinhold, 22 mai 1799, in : Fichte (1862), vol. II, p. 258 (trad. X. Léon, vol. I, p. 535-536).

227. Aretin (1809), p. 3.

228. Arndt (1908 [1814]), p. 222.

229. Oertel (1830), p. 228 ; Heinsius (1818), p. 742, proposait de la même manière : « Démocrate : un ami du peuple, un citoyen libre ; démocratie : domination du peuple ; démocratique : favorable à la domination du peuple, en citoyen libre [*freibürgerlich*] ; démocratiser : élever à la dignité de citoyen libre [*zum Freibürger machen*] ».

230. Voir d'Argenson (1764), p. 6 sq.

231. « Bericht des Drosten Rose aus Lippstadt nach Berlin », 19 novembre 1792, cité in : Hansen (1933), p. 579.

232. Palmer (1953), p. 210.

233. Vane (1848), p. 140.

234. Cité in : Palmer (1953), p. 211.

235. Eckstein (1822), p. 110-111.

236. Burke (1823), p. 170.

237. Fauchet (1791), p. 6. Les liens entre les groupes religieux qui ont nourri une adhésion enthousiaste à la Révolution et le spiritualisme anglais mériteraient d'être étudiés plus en détail. Quelques indications sont proposées chez Maier (1965), p. 113 sq. et p. 137.

238. Fauchet (1791), p. 6 sq.

239. Abbé Grégoire, Lettre pastorale du 12 mars 1795, cité in : Gazier (1887), p. 390.

240. Maier (1965), p. 119 et p. 303 sq. Le terme de « démocratie chrétienne » fut utilisé pour la première fois par l'évêque constitutionnel de Lyon, Lamourette, le 21 novembre 1791 à l'Assemblée législative. Fauchet évoque dans un autre texte (paru dans le journal *La Bouche de fer*, 17 janvier 1791), à propos de Rousseau, « la plus complète démocratie de l'amour et de la vertu ».

241. Palmer (1953), p. 214.

242. Cette équivalence fut également reprise en Hollande et en Allemagne : voir par exemple Campe (1813), p. 253 : « En Allemand, nous pouvons rendre le terme de "démocratie" tantôt par

“domination du peuple” [*Volksherrschaft*], tantôt par “Empire bourgeois” [*Bürgerreich*] ou encore par “État libre” (*Freistaat*). Les termes de “démocratie” et de “république” se rejoignent ».

243. Vellay (1908), p. 324 sq.

244. C. Stamati, cité in : Palmer (1953), p. 213, note 23.

245. Palmer (1953), p. 220 sq.

246. Cité in : Dufourcq (1900), p. 30. Voir sur ce point Buchheim (1960/1961), p. 407 sq.

247. Eberhard (1793), vol. I, p. 46-47.

248. Posse (1794), p. 159.

249. Loebel (1796), p. 331.

250. Wagner (1804), p. 23-24.

251. Palmer (1953), p. 208-209 et p. 223 sq. ; Blanke (1956), p. 43 sq.

252. Dans une proclamation de 1794, Frédéric-Guillaume III mettait déjà en garde contre un « débordement du démocratism français ». Cf. Zajazek (1797), p. 248 ; Palmer (1953), p. 211. En Allemagne, le terme de « démocratism » (*Demokratismus*) fut employé pour la première fois par Friedrich Schlegel (1966 [1796]), p. 19 : « Si c'était ici l'endroit pour développer ce point, il ne serait pas difficile d'établir pour quelles raisons, chez les Anciens, l'ochlocratie évolua toujours vers la tyrannie, et de démontrer avec la plus grande évidence qu'elle doit évoluer chez les Modernes vers le démocratism ».

253. Pour un tableau général sur ce point, voir Edding (1936).

254. Campe (1813), p. 253.

*. * N.d.T. : Le terme *Vormärz* (« Avant-mars ») est utilisé par les germanistes pour désigner la période comprise, dans les pays de langue allemande, entre le congrès de Vienne (1815) et les mouvements révolutionnaires de mars 1848.

INDEX

Schlüsselwörter : Demokratie, Französische Revolution

Mots-clés : démocratie, Révolution française

AUTEURS

HANS MAIER

Hans Maier est professeur émérite à l'Université de Munich. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.

REINHART KOSELLECK

Reinhart Koselleck (1923-2006) est l'un des plus importants historiens allemands du XXe siècle. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.